

SCIENCES

## Le Nobel de chimie pour les catalyseurs



L'Allemand Benjamin List et l'Américain David MacMillan ont été récompensés pour des travaux essentiels à la recherche pharmaceutique. Photo AFP

**Le prix Nobel de chimie 2021 a été attribué à l'Allemand Benjamin List et à l'Américain David W.C. MacMillan pour le développement « de l'organocatalyse asymétrique ».**

Un nouvel outil de construction des molécules qui a permis de « verdier » la chimie et d'améliorer la recherche pharmaceutique : le Nobel de chimie a été décerné mercredi à l'Allemand Benjamin List et à l'Américain David W.C. MacMillan « pour le développement de l'organocatalyse asymétrique », a annoncé le jury Nobel à Stockholm.

Les catalyseurs – des substances qui contrôlent et accélèrent les réactions chimiques, sans pour autant faire partie du produit final – sont des outils fondamentaux pour les chimistes. Mais les chercheurs ont longtemps cru qu'il n'y avait, en principe, que deux types de catalyseurs disponibles : les métaux et les enzymes.

Benjamin List et David MacMillan, 53 ans tous les deux, « reçoivent le prix Nobel pour avoir en 2000, » indépendamment l'un de l'autre, mis au point un troisième type de catalyse, l'organocatalyse asymétrique, « un domaine qui s'est développé » à une vitesse prodigieuse depuis des années 2000 justement, a expliqué le jury Nobel.

L'année dernière, le prix de chimie avait été attribué à la Française Emmanuelle Charpentier et à l'Américaine Jennifer Doudna, deux généticiennes qui ont mis au point des « ciseaux » capables de modifier les gènes humains, une percée révolutionnaire.

La saison des Nobel se poursuit ensuite avec ses deux sommets : la littérature ce jeudi, toujours à Stockholm, puis la paix vendredi à Oslo. Le prix d'économie clôturera le millésime lundi.

POLITIQUE

## Le chancelier autrichien visé par une enquête

Nouveau déboire judiciaire pour le chancelier autrichien Sebastian Kurz, désormais visé par une enquête pour corruption : il est soupçonné d'avoir utilisé par le passé des fonds gouvernementaux pour s'assurer une couverture médiatique favorable.

« Sebastian Kurz et neuf autres suspects, ainsi que trois organisations » font l'objet d'une investigation pour diverses infractions liées à cette affaire, a annoncé le parquet, après une série de perquisitions dans la matinée. Les locaux du ministère des Finances font partie des lieux ciblés, ainsi que le siège du parti conservateur ÖVP. Entre 2016 et 2018, « des ressources du ministère ont été utilisées pour financer des sondages d'opinion partiellement manipulés qui servaient un intérêt politique exclusivement partisan », estiment les procureurs, qui basent leurs allégations sur l'obtention d'échanges de SMS.

À cette période, Sebastian Kurz n'était pas encore chancelier, mais participait au gouver-



Le chancelier Sebastian Kurz. Photo Joe KLAMAR/AFP

nement en tant que ministre des Affaires étrangères. Selon le parquet, des articles élogieux et des études d'opinion favorables à M. Kurz auraient été publiés en échange de l'achat d'un espace publicitaire par le ministère des Finances, géré à cette époque par les conservateurs.

Le dirigeant de 35 ans, qui participait mercredi à un sommet européen en Slovaquie, a dénoncé des « accusations fabriquées » de toutes pièces.

TERRORISME

## Des militaires tués dans le centre du Mali

Une attaque jihadiste présumée dans le centre du Mali contre l'armée mercredi a fait au moins 16 morts parmi les militaires maliens. L'armée malienne a fait état d'une « attaque complexe à l'EEI » (engin explosif improvisé) contre ses troupes en fin de matinée, sans préciser la localisation. Les 16 corps se trouvaient à la morgue de Bandiagara. Le 28 septembre, cinq gendarmes maliens qui escortaient un convoi d'une entreprise minière avaient péri dans une at-

taque entre Sébabougou et Kwalala, dans l'ouest du Mali. Cette attaque avait ensuite été revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou Jnim en arabe), lié à Al-Qaïda. Le GSIM a également revendiqué une autre attaque visant un convoi d'évacuation médicale de l'armée dans le centre du pays, qui avait coûté la vie à quatre militaires maliens, ainsi qu'une embuscade le 12 septembre dans le cercle de Macina dans laquelle cinq militaires avaient péri.

ENTRETIEN

# « On ne fera pas la défense européenne à 27 »

À l'occasion du conseil européen mardi, la problématique d'une défense européenne commune est revenue. Mais pour Frédéric Mauro (\*), la question d'une force militaire ne se fera pas tant que l'UE ne se dotera pas d'une institution capable de prendre des décisions dans ce domaine.

**Avec le départ du Royaume-Uni, pays réfractaire, et l'arrivée prochaine d'un nouveau chancelier en Allemagne, les planètes ne sont-elles pas alignées pour qu'une vraie défense européenne voit le jour ?**

« Le sommet franco-britannique de 1998 à Saint-Malo a posé une équation de base pour que cette défense européenne fonctionne : il faut une volonté politique, une aptitude à pouvoir décider et une capacité d'action. Si l'un de ces termes est nul, alors c'est tout l'ensemble qui est nul. Depuis vingt ans, on se focalise sur la capacité d'action opérationnelle, mais cela ne sert à rien si les deux autres conditions ne sont pas réunies. Aujourd'hui, il n'y a ni volonté politique, ni capacité à pouvoir décider car toutes les décisions se prennent à l'unanimité. »

**« Il n'existe pas d'alternative véritable et crédible à la puissance militaire américaine »**

**Pourquoi les États européens, à l'instar de la France, ne cherchent-ils pas à obtenir davantage d'autonomie vis-à-vis des États-Unis ?**

« Actuellement, il n'existe pas d'alternative véritable et crédible à la puissance militai-

re américaine, la défense européenne n'existe que sur le papier. Les États d'Europe centrale, ainsi que les États baltes et nordiques, ont peur de provoquer un départ des forces américaines en se lançant dans une défense européenne dont l'articulation avec l'Otan reste à définir. C'est la raison pour laquelle, même chez les Allemands, cela constitue un sérieux point de blocage. »

**On ne peut pas imaginer un couple franco-allemand renouvelé, après la formation du nouveau gouvernement outre-Rhin d'ici Noël, qui pousserait pour une défense européenne ?**

« Il y a plusieurs verrous dans le pays. D'abord, depuis la fin de la guerre, la constitution allemande limite les possibilités de s'engager dans des opérations extérieures. D'autre part, son système politique fait que de grandes coalitions sont nécessaires pour gouverner et donc les partis au pouvoir sont obligés de trouver des compromis qui, le plus souvent, débouchent sur le statu quo. Et puis, il y a le tabou du nucléaire en Allemagne : les différents gouvernements qui se sont succédés n'ont jamais voulu en entendre parler alors que la France est prête à un vrai dialogue stratégique sur les armes nucléaires. »

**La déconvenue de la France dans l'affaire des sous-marins avec l'Australie, semble avoir conforté Macron dans son idée de défense européenne autonome. Mais la réaction des partenaires européens était faible. Cela ne change rien pour l'avenir ?**

« Elle a le mérite d'exister, mais pour l'instant ça ne va



Le président du Conseil européen, Charles Michel, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte et Emmanuel Macron, lors d'un précédent conseil européen. Mardi, ils ont abordé la question d'une défense autonome européenne. Photo d'archives John THYS/AFP

pas changer grand-chose. Les voisins européens sont sidérés par ce qu'il s'est passé. Ils trouvent cela navrant, mais ils ne veulent pas prendre parti. Même si ce genre d'événements remet en cause le caractère fiable de l'alliance avec les États-Unis. C'est triste à dire, mais si vous n'êtes pas trompés vous-même, vous croyez que ça n'arrive qu'aux autres, en l'occurrence à la France. »

**La France va récupérer la présidence du conseil de l'UE en janvier pour six mois, ce sera l'occasion de mettre en avant certains dossiers comme celui-ci. Pensez-vous que les choses pourront alors s'accélérer ?**

« Cela va dépendre de l'habileté du président français à

sortir la France de son isolement. Il faut évoluer vers quelque chose de plus structuré, donc de plus structurant. Le principal point de blocage, c'est le processus décisionnel qui actuellement se fait à l'unanimité pour les questions de défense dans l'UE. Même si l'on réussit à créer une « force d'entrée en premier » de 5 000 hommes, cela ne sert à rien si les États ne sont pas d'accord sur le processus décisionnel. »

**À quoi pensez-vous exactement ?**

« Il faut commencer par la structure politique. Il faut créer une instance décisionnelle autonome en commençant par les pays qui le veulent vraiment : la France donc, mais aussi les Grecs et les Espa-

gnols, peut-être les Italiens. Je suis convaincu que l'équation de la défense européenne ne peut pas être résolue dans un cadre intergouvernemental. On ne fera pas la défense européenne à 27. Il faut accepter de sortir du cadre des traités actuels. Mais aussi accepter que ce ne sera pas avec les Allemands, ou en tout cas pas tout de suite et pas seulement. »

Propos recueillis par Maëlle LE DRU

(\* Frédéric Mauro est chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) et va publier dans les prochains jours un article intitulé « L'autonomie stratégique cet obscur objet du désir ».

ALLEMAGNE

## La coalition « feu de circulation » en tête

**L'Alliance des libéraux, des écologistes et des sociaux-démocrates (dite « feu de circulation ») est l'option privilégiée pour gouverner. Elle témoigne d'une volonté de contourner les conservateurs de la CDU, minés par une guerre interne.**

Dans le poker menteur qui se joue au sommet de la démocratie allemande, le jeu s'est ouvert à gauche mercredi. Après avoir mis en scène leur harmonie ces dix derniers jours, les deux partis « juniors » (les Verts et le FDP) ont fait offre de négociation au parti senior, les sociaux-démocrates du SPD.

À tour de rôle, les deux leaders des « Grünen » et le chef du parti FDP ont justifié leurs choix devant la presse. En creux, les mots employés par les uns et les autres témoignent de la volonté de contourner les conservateurs. « La volonté de prolonger dans cette direction un processus hautement dynamique », selon l'écolo-

giste Robert Habeck, la « recherche d'une véritable impulsion vers le renouvellement », selon le libéral Christian Lindner.

Même si aucun des deux partis n'a voulu fermer la porte à une coalition avec les démocrates-chrétiens, la référence est claire au statu quo incarné par une CDU au pouvoir depuis 16 ans.

**L'espoir d'un retournement pour Armin Laschet**

Contrairement aux trois autres partis, en progression lors du scrutin, les conservateurs ont accusé un recul de presque 9 points par rapport à la dernière élection d'Angela Merkel. Le candidat battu Armin Laschet se cramponne à l'espoir d'un retournement de situation en sa faveur, mais la guerre intestine bat déjà son plein entre les prétendants à sa succession. Hans-Jörn Arp, chef du groupe parlementaire CDU dans le Land de Schleswig-Holstein, s'en désolé : « C'est un grand problème que la CDU critique son leader en permanence. Cela la dessert et complique la tâ-

che des autres partis ». Lors des « discussions exploratoires » avec la CDU, des fuites à destination du tabloïd *Bild* ont passablement énervé libéraux et écologistes. Comme si quelqu'un avait intérêt à saboter l'opération « dernière chance » de Laschet...

**Guerre des chefs**

Une nouvelle séquence du combat des chefs a été donnée mercredi encore. Quelques minutes après qu'Armin Laschet a déclaré « la CDU et la CSU disposée à des discussions », le patron du parti bavarois l'a contredit devant les caméras. « Nous n'avons pas vocation à nous placer en position d'attente [...], à être la roue des secours. Il faut tirer les conséquences de cette décision claire », a asséné Markus Söder. « Il faut maintenant reconnaître la réalité. Et s'habituer au fait qu'il y aura très probablement un gouvernement sans l'Union (CDU/CSU). »

Un appel à tirer les conséquences de la défaite repris en écho par plusieurs éléphants de la



Les deux leaders des Verts, Annalena Baerbock et Robert Habeck, ont ouvert la porte mercredi à une coalition avec les sociaux-démocrates du SPD et les libéraux du FDP. Photo Larissa RAUSCH/AFP

droite allemande. Pendant que les conservateurs se déchirent, les autres partis qualifiés vont tenter de forger une alliance à trois, une première depuis 1957 au niveau fédéral.

Au niveau régional, des trois expériences « feux tricolores » (jaune pour le parti libéral, rouge pour le SPD et vert pour les Grünen) tentées, une seule a été réélue : celle qui gouverne en Rhénanie-Palatinat. La clé du succès,

selon Sandra Weeser, tient pour beaucoup à la cheffe du Land, la sociale-démocrate Malu Dreyer : « C'est notre petite Merkel, notre "Mère de la Nation", sourit la députée FDP, celle qui sait nous réunir autour d'une table pour régler les différends derrière les portes fermées. » Petit conseil au passage à l'adresse des négociateurs, qui entament les discussions à trois dès ce jeudi.

David PHILIPPOT

ÉNERGIE

## Querelle autour du gaz entre la Russie et l'Europe

La flambée du prix du gaz, qui a atteint mercredi un niveau huit fois supérieur à celui d'il y a six mois, attise les tensions entre l'Europe et la Russie. Le cours européen de référence, le TTF néerlandais, s'est envolé en début de journée de plus de 35 % à 162,125 euros, quand le prix du gaz bri-

tannique pour livraison le mois prochain a atteint 407,82 pence par thermie (une unité de quantité de chaleur).

Les Européens, dont le tiers environ de l'approvisionnement est fourni par la Russie, accusent celle-ci de limiter volontairement sa production. Son objectif serait d'accélérer

la mise en service du nouveau gazoduc Nord Stream 2 qui la relie à l'Allemagne, et dont la construction a été très controversée.

Pas du tout, a réagi le président russe. Les Européens « ont fait des erreurs », car ils ont voulu sortir des contrats de livraison à long terme qui

les liaient à Moscou, pour privilégier les achats au comptant, aujourd'hui insuffisants. Bon prince, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré que la Russie était « prête à parler de nouveaux contrats à long terme ».

Mais preuve que l'énergie est un produit très politique, un début d'accal-

mie est venu des États-Unis, où la relance des gisements de schiste et l'annonce de réserves de pétrole plus importantes que prévu ont fait baisser le prix du baril - et donc, indirectement, du gaz. Trop tard cependant pour les bourses européennes qui avaient clos sur une baisse - de 1,26 % à Paris.